Ville, « pays », région, coopération et initiatives des territoires des sociétés de l'information

*City, "Locality," Region: Cooperation and Initiatives of Territories with respect to
Information Companies*

Michel Briand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/95>

DOI : 10.4000/edc.95

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Michel Briand, « Ville, « pays », région, coopération et initiatives des territoires des sociétés de l'information », *Études de communication* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 09 octobre 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/95> ; DOI : 10.4000/edc.95

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Ville, « pays », région, coopération et initiatives des territoires des sociétés de l'information

City, "Locality," Region: Cooperation and Initiatives of Territories with respect to Information Companies

Michel Briand

Internet : réseau ouvert des communications numériques

- 1 Chaque année, plus d'une centaine de millions de nouveaux utilisateurs s'inscrivent dans ce vaste réseau construit autour d'un protocole de communication ouvert : internet.
- 2 Né des besoins d'échanges entre laboratoires ou entre centres de calcul, le réseau s'est développé en monde ouvert. La discussion publique des spécifications, la disponibilité du code des outils logiciels se sont imposées face au monde fermé et propriétaire des grands groupes informatiques et de télécommunications. Le coût de copie, quasi nul, des objets numériques, l'ancrage dans des communautés scientifiques habituées à rendre public le résultat de leurs travaux ne peuvent être dissociés du développement du réseau. C'est au Cern, à Genève, que des chercheurs ont inventé le « web », vitrine ouverte de publications, puis d'écrits des uns et des autres reliés par une myriade de liens tissés au gré des rencontres virtuelles et réelles.
- 3 Les réseaux, qui ont d'abord connecté des ordinateurs, relient aujourd'hui un ensemble de plus en plus vaste d'appareils numériques. Porté par la vague du développement des technologies numériques, soutenu par une administration américaine en quête de nouveaux moyens de dominer le monde, internet est devenu un support d'échanges entre des centaines de millions de personnes, marqué par de très fortes disparités d'accès et d'usage. Que d'écart entre les usages villageois du Mali (moins d'une ligne téléphonique par habitant)¹ et le haut débit reliant les mobiles des jeunes Japonais, entre les millions de

sites individuels d'expression aux États-unis et la censure omniprésente en Chine. Au-delà d'un usage commun des technologies, les sociétés de l'information se construisent dans le contexte économique, social et culturel de chaque pays.

- 4 Le mélange des textes, sons, images dans une même représentation numérique concrétise une convergence engagée depuis une vingtaine d'années de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel. Processus complexe, impliquant des enjeux économiques et industriels énormes, où les outils et produits émergent des usages, ce développement est difficile à appréhender par les dirigeants :

Avant-hier, Internet était une mode aux yeux des ministres et décideurs.

Hier, nombre d'entre eux misaient des fortunes en argent public sur les illusions d'un marché sans limite. Avec l'effondrement des mirages de la « net-économie », les entreprises privées et publiques qui s'étaient lancées dans l'achat de parts de marchés virtuelles connaissent un endettement record.

Le wap ne perçoit pas alors que les mini messages SMS prévus pour la maintenance des réseaux sont plébiscités par les jeunes. Les mobiles multimédia de 3^e génération (UMTS) sont retardés alors que les réseaux radio de proximité wi-fi, interdits l'an passé en France, se répandent.

- 5 On aurait pu croire que l'essor des réseaux serait affecté par la crise du marché boursier des technologies. Et pourtant près de 2 millions de français ont choisi de consacrer 30 à 40 euros par mois pour se relier de manière fluide à l'internet². Le désintérêt initial de France Télécom, l'éclatement de la bulle numérique ont tout au plus freiné l'extension de ces réseaux. Insensibles à ces visions à court terme, les utilisateurs viennent de plus en plus nombreux à l'usage d'outils qui répondent à leur envies d'échanges. Avec la baisse des coûts d'accès, la multiplication des objets numériques et multimédia, la maturité de services, la société française entre dans une nouvelle étape, *celle de la diffusion des usages*.

L'absence de schéma de service

- 6 Par l'intervention de la Direction Générale des Télécommunications (DGT) et la mise en place du Centre National des Études en Télécommunications (CNET), la France s'était résolument engagée dans un plan de déploiement de la téléphonie électronique puis numérique, la plaçant aux premières places mondiales.
- 7 Trente ans plus tard, le contexte a changé, suivant un processus européen et mondial, la responsabilité des réseaux et services en France devient une affaire de marchés ouverts à la concurrence tel le développement de la téléphonie mobile.
- 8 Avec la diffusion des technologies de l'information dans la société, l'accès aux services devient un enjeu pour les territoires :
 - Il est plus pénalisant pour une commune de n'être pas couverte par un relais de téléphonie mobile aujourd'hui qu'il y a 3 ou 4 ans.
 - L'accès aux réseaux (tel l'ADSL)³ devient un critère (parmi d'autres) du lieu d'implantation pour une entreprise.
 - Une grande agglomération dispose d'une offre de services variés utilisant la boucle locale radio, le réseau câblé ou l'ADSL alors que par exemple l'accès ADSL est limité en 2003 à une seule commune sur les 120 communes du pays du centre Bretagne.
- 9 Dans le même temps, l'État et les assemblées législatives ont jusqu'à aujourd'hui interdit aux collectivités locales toute intervention structurante dans le domaine de la distribution, contrairement à la grande majorité des États européens. Des collectivités

pionnières qui avaient voulu construire des infrastructures de réseaux ont été dissuadées ou même condamnées, comme Nancy, après une plainte de l'opérateur historique.

- 10 Comme le laissaient présager le vide des schémas de service sur le volet des technologies de l'information, le désengagement de l'État et la limitation de l'initiative des collectivités, les limites d'une seule régulation par le marché ont conduit à une absence d'aménagement pensé des territoires des sociétés de l'information.
- 11 Dans le même temps, l'endettement massif des opérateurs les amène à privilégier les investissements les plus rentables, délaissant certains territoires comme le montre le déploiement de l'accès ADSL rarement disponible pour les communes de moins de 5000 habitants.
- 12 De plus en plus d'élus locaux⁴ demandent aujourd'hui une évolution de la loi qui permette aux collectivités locales de s'atteler à un aménagement des réseaux de distribution numérique. Mais à côté des conditions législatives qui rendent possible l'intervention publique, il faut aussi que les collectivités apprennent les enjeux particuliers des réseaux numériques.

Quelle intervention des collectivités dans l'aménagement numérique ?

- 13 La loi limite aujourd'hui⁵ l'intervention des collectivités à la mise en place de réseaux de services publics fonctionnant en groupement fermé d'usagers, ou à la mise à disposition de fourreaux. Déjà, dans ce champ d'intervention qui exclut les services aux particuliers et aux entreprises, plus d'une centaine d'initiatives ont fait l'objet de dossiers présentés à la Caisse des Dépôts et Consignations, mandatée par le Comité Interministériel à l'Aménagement du Territoire (CIADT) pour accompagner les projets des collectivités.
- 14 Les dizaines de projets en cours montrent une extrême diversité des niveaux de collectivités qui se sont impliquées. Ce sont par exemple le réseau Lumière de la ville de Besançon, la compétence votée à la communauté d'agglomération de Montbéliard, le réseau de fibre optique du département du Rhône, le réseau Mégalis⁶ associant régions, départements et collectivités locales en Bretagne ou en Pays de Loire... L'histoire du territoire, la présence d'un élu influent motivé expliquent souvent l'initiative d'une collectivité.
- 15 Pour les villes et les agglomérations, ce sont essentiellement des réseaux de distribution qui visent à connecter les grands utilisateurs locaux (universités, centres de recherche, besoins propres des villes...) reliant des nœuds d'opérateurs aux sites de la ville sous la forme d'un réseau métropolitain.
- 16 Pour les régions, ce sont aussi des réseaux de transport qui irriguent les villes du territoire. Lorsqu'un projet est porté par une région, c'est souvent en associant les autres niveaux : comme par exemple le réseau mixte et cofinancé de la région PACA (région 50% – départements 30% – utilisateurs 20%). Il s'agit là d'amener des réseaux mutualisés jusqu'aux villes : la géographie du premier déploiement de Mégalis couvre ainsi les 25 villes de Bretagne ayant un hôpital.
- 17 Au fur et à mesure du développement des usages, c'est la question du premier kilomètre⁷ entre le très haut débit⁸ des dorsales régionales et le haut débit des réseaux locaux (entreprises, écoles, particuliers...) qui devient l'élément essentiel.

- 18 Les initiatives des collectivités élargissent ainsi la distribution au-delà des premiers sites (universités, hôpitaux, collectivités) en prenant en compte de nouvelles technologies de distribution. C'est le sens du second appel d'offre Mégalis qui prend en compte l'ADSL, puis l'accès satellite bi-directionnel ouvrant l'offre à l'ensemble des communes et des services publics de Bretagne et des Pays de Loire.
- 19 Dans ce chantier des réseaux de distribution, les collectivités sont confrontées à un empilement et une évolution rapide des technologies qui raccourcissent singulièrement l'horizon à moyen et long terme auxquels les collectivités sont habituées.
- 20 Entre la modulation sur la paire de cuivre (ADSL), la boucle locale radio, le satellite bi-directionnel, le wi-fi, c'est toute une gamme mouvante de technologies qui est disponible. Si la fibre optique s'impose pour transporter les flux importants, que répondre pour cet enjeu du premier kilomètre ?
- 21 L'approche classique par les besoins est souvent inopérante :
- Le réseau régional Ouest-Recherche, conçu il y a 10 ans en Bretagne, devait servir à du calcul à distance entre Rennes et Brest. Très vite, les échanges par mél, l'accès au web ont marginalisé ce besoin « imaginé ».
- Les échanges de pair à pair entre ordinateurs du réseau constituent aujourd'hui plus de la moitié du trafic internet et non les achats en ligne d'images ou de sons imaginés par les détenteurs de droits sur les contenus.
- 22 Il est difficile de prévoir les usages d'un outil tant qu'il n'est pas un minimum approprié.
- 23 Les collectivités sont donc aujourd'hui face à une demande sociale croissante, dans un environnement technologique incertain où l'échelon local, plus proche des utilisateurs, dispose rarement d'une compétence de maîtrise d'ouvrage. L'exemple du syndicat mixte Mégalis en Bretagne va permettre de préciser les difficultés rencontrées.

Le syndicat mixte Mégalis en Bretagne

- 24 Mégalis propose des solutions de connexion à haut débit adaptées aux établissements publics relevant de ses différentes communautés d'intérêt général en Bretagne et en Pays de la Loire. Chaque réseau régional Mégalis est géré par un Syndicat Mixte regroupant les principales collectivités de chacune des deux Régions (Conseil Régional, Départements, Communautés de Communes et le SIB, Syndicat Inter-hospitalier Breton).

- 25 Dans son premier périmètre, Mégalis connecte essentiellement par fibre optique et liaisons spécialisées 200 établissements de service public regroupés en 8 communautés d'intérêt général⁹ qui représentent plus de 150 000 utilisateurs.
- 26 Le cadre législatif, la forte présence de l'opérateur historique ont amené les conseils régionaux, porteurs du projet, à choisir la solution d'un appel d'offres de services sur 5 ans et non la construction d'un réseau d'infrastructures.
- 27 La rédaction de l'appel d'offres, le suivi des raccordements, leur évolution¹⁰ n'auraient pu se faire sans l'existence de la Meito (Mission pour l'Électronique, l'Informatique et les Télécommunications de l'Ouest), cellule d'ingénierie et d'expertise, en appui des syndicats mixtes.
- 28 Après trois années d'existence, Mégalis a décidé de prendre en compte les petits utilisateurs (écoles, collèges, lycées, mairies, services publics locaux...) en intégrant une offre de connexion ADSL et satellite. Dans son domaine de compétence, et selon son choix (appel d'offres de service), Mégalis répond à cette demande de distribution vers le premier kilomètre. Et pour illustrer cet horizon raccourci, d'autres distributions comme l'établissement de réseaux radio wi-fi, le co-financement de l'ADSL sont à l'ordre du jour des réflexions.
- 29 La structure du syndicat mixte, associant les différents niveaux de collectivités, permet d'englober les problèmes de transport (relier les villes dans une ossature partagée) et de distribution en favorisant par les tarifs de connexion la mise en place de réseaux d'agglomération. Elle fonctionne d'autant mieux qu'une coopération s'établit entre les niveaux de collectivités¹¹.
- 30 Parallèlement aux offres de service, les régions épaulent à travers un appel à projet le développement des usages. Au sein de Mégalis, la commission usages et services aux habitants¹² regroupe aujourd'hui plus de 120 inscrits, agréant au fil des réunions les acteurs locaux dans un réseau d'échanges et de coopération.

- 31 Travailler avec quelques dizaines d'établissements telles les universités qui disposent d'ingénieurs réseau et avec un millier de mairies ou d'écoles n'est plus du tout la même chose. Cette dynamique locale et régionale devient un élément moteur au fur et à mesure que le nombre d'interlocuteurs s'accroît. L'enjeu¹³ est aujourd'hui de relier dans un projet global la maîtrise d'ouvrage régionale à des mises en œuvres et des usages vécus localement. A l'équipe qui assure au niveau régional la gestion du projet et l'expertise technologique, il convient d'associer des personnes ressources animateurs locaux des projets à l'échelle des pays (très vivants en Bretagne, surtout à l'ouest) ou des communautés d'agglomérations.
- 32 La difficulté n'est pas financière puisque les baisses de coûts successifs, les économies liées aux réseaux de villes ont doté Mégalis d'une trésorerie apte à co-financer cet accompagnement. Par contre, la coopération entre les niveaux de collectivités, clé du succès de Mégalis, saura-t-elle prendre en compte ce passage à l'échelle ?

L'approche locale sur le pays de Brest

- 33 Ce point de vue va nous permettre d'apporter un autre éclairage sur la problématique des réseaux et territoires.
- 34 Le pays de Brest est un pays, au sens de la loi Voynet, qui regroupe dans une structure associative 6 communautés de communes. Sur les 89 communes, moins de 30 disposent de l'ADSL. Brest dispose d'un réseau à haut débit et d'un accès internet sur le réseau câblé.
- 35 La prise en compte progressive par les élus du champ des technologies de l'information et de la communication a permis la création d'un groupe de travail initié par la ville de Brest.
- 36 Le centre de ressources coopératif des 80 lieux d'accès public du pays de Brest a été le premier projet élaboré par ce groupe. Au croisement des besoins des 30 « cybercommunes » et des 50 « PAPI » (Point d'Accès Public à Internet)¹⁴, le centre de ressources repose sur 15 fiches actions propres à asseoir une politique publique de l'accès public accompagné à internet et au multimédia¹⁵.
- 37 En association avec le conseil de développement et les collectivités partenaires (Communauté urbaine, Conseil Général du Finistère), le groupe a présenté cet hiver un schéma de couverture équitable du territoire qui permettra de couvrir en accès fluide (dit à « haut débit au sens de l'ADSL ») l'ensemble des services publics des 89 communes d'ici 2005 (et peut-être les entreprises, voire les particuliers si la loi le permet).
- 38 Prenant en compte l'incertain technologique et le flou juridique, ce schéma propose en 2003 une série d'expérimentations¹⁶ et l'élaboration d'un cadre budgétaire, les déploiements étant prévus en 2004 et 2005 au rythme de la disponibilité des technologies et de l'implication progressive des communes.
- 39 Le pays n'ayant pas de fiscalité et de ressources propres, le montage du projet demande à la fois une ingénierie locale et des co-financements par Mégalis, l'État et la région. Et malgré des demandes de plus en plus nombreuses de communes, l'enjeu d'un aménagement numérique des territoires reste encore minoritaire parmi les élus. Le local peut difficilement se développer sans une volonté partagée au niveau régional, le succès de Mégalis à son tour repose sur une diffusion de proximité accompagnant les usages.

- 40 Face à ces difficultés d'un environnement technologique, économique, législatif mouvant, d'une interaction multiple d'acteurs, ne peut-on pas trouver dans les approches coopératives issues de l'internet et du logiciel libre des méthodologies de travail, des approches aptes à favoriser l'implication des acteurs locaux et à s'adapter à un large champ de possibles dans un environnement incertain ?

De l'apport d'approches coopératives issues du logiciel libre

- 41 Comment se fait-il que des centaines de personnes ne s'étant parfois jamais rencontrées parviennent à produire des outils logiciels plus efficaces, plus robustes et plus sûrs que des centaines de programmeurs de multinationales ?
- 42 Dans l'article « La cathédrale et le Bazar »¹⁷, Eric S. Raymond a analysé précisément les méthodes qui se sont développées dans le logiciel libre.
- 43 Partant du constat que « la production de logiciels libres est un excellent exemple des possibilités offertes par la coopération en réseau », Jean-Michel Cornu a tenté d'examiner les apports de telles méthodes basées sur la coopération volontaire dans la gestion de projets complexes dans des environnements incertains.
- 44 Voici en quelques lignes les principes qui guident cette approche à partir d'un extrait adapté¹⁸ de son écrit « La coopération, de nouvelles approches » :
- Une économie du don émerge lorsque les biens communs sont abondants. Celle-ci implique de nouvelles notions de propriété et d'économie.
 - Une communauté permet de multiplier les occasions d'expériences et donc de favoriser une convergence vers la coopération.
 - L'estime envers le projet et ses membres peut autoréguler un projet où l'on a abandonné le pouvoir coercitif.
 - Minimiser les besoins de départ d'un projet lui laisse plus de chance de se développer.
 - Confier aux contributeurs des tâches autonomes et non critiques minimise les risques pour le projet et maximise les effets démultiplicateurs.
 - Gérer son projet non plus par contraintes mais par opportunités permet de s'adapter aux turbulences de l'environnement et produit un effet démultiplicateur.
 - Faciliter les mécanismes naturels de contrepartie permet aux contributeurs les plus innovants de s'impliquer de plus en plus et de rester motivés.
 - Un groupe ouvert permet à chacun de sortir à tout moment et encourage la multi-appartenance à l'initiative du membre.
 - L'abaissement du seuil de passage à l'acte est un élément clé de l'implication.
- 45 Nous ne disposons pas aujourd'hui du recul suffisant pour analyser leur pertinence dans le champ de l'aménagement numérique des territoires. Et il est encore difficile d'imaginer des organisations basées sur la coopération au sein des collectivités locales.
- 46 Mais nous avons pu constater dans notre histoire locale récente à travers le réseau des écoles brestoises, les points d'accès publics à internet (« papis »), la diffusion des pratiques de co-publication que la coopération peut être un formidable moteur. Et comme le pressent Jean-Michel Cornu, « L'implication des participants devient sans commune mesure avec la simple mobilisation d'exécutants non impliqués. La production du groupe peut s'en voir démultipliée en quantité et en qualité ».
- 47 Initiés il y a 6 ans, plus de 60 lieux de proximité permettent un accompagnement des habitants, dix lieux de services aux jeunes s'essaient à la visioconférence. Chaque année 5

à 10 lieux nouveaux se proposent, hier les bibliothèques et équipements de quartier, aujourd'hui les mairies de quartier, des syndicats, associations, salles de parents dans une école en attendant la sous-préfecture, dernière Bastille du non-accompagnement.

- 48 C'est le même processus passant des pionniers à la diffusion puis la généralisation qui met aujourd'hui en mouvement l'écrit public accompagné sur le web. Ces formes d'expression sont rendues possibles par de nouveaux outils d'écriture sur le web qui permettent à tout un chacun de publier sans autre habileté que la maîtrise élémentaire du clavier et de l'interaction avec l'ordinateur¹⁹. Au-delà d'un noyau initial porté par quelques pionniers²⁰, la ronde des sites participatifs relie aujourd'hui plus d'une trentaine de sites d'expression²¹.
- 49 Apprendre à écrire à plusieurs, faire fonctionner un réseau de correspondants, un comité de rédaction demandent de l'accompagnement, de l'envie de réseau et de l'énergie et beaucoup de tâtonnements. Cette année plus d'une centaine de personnes ont suivi des initiations aux outils et surtout ont participé à des formations – action sur la rédaction de brèves, de portraits, d'interviews.
- 50 Si les technologies sont un frein qu'il ne faut pas sous-estimer, la vraie difficulté réside dans l'accompagnement de l'envie d'écrire, de publier. Une envie qui ne se décrète pas et avance doucement. L'accompagnement, une démarche coopérative, c'est aussi ce dont ont besoin les 70 à 80 lieux d'accès publics du pays de Brest pour pérenniser cet accès public si fragile.
- 51 Les freins rencontrés pour favoriser l'équité d'accès sur les 90 communes du pays de Brest, pour mettre en place le centre de ressources des lieux d'accès publics du pays de Brest, pour ouvrir des espaces d'expression ou faire qu'il y ait un accès accompagné dans les services décentralisés de l'État sont de même nature. Une réticence des organisations hiérarchiques à se déposséder d'une information, d'un accueil propriétaire, à se mettre au service de l'autonomie des usagers, un espace d'initiative budgétaire contraint par les habitudes²².
- 52 Les freins, le retard, ne sont pas « ailleurs » mais tout autour de nous dans des fonctionnements cloisonnés, propriétaires de l'information, craintifs de l'expression publique dans un apprentissage long de l'écoute du dialogue respectueux de l'autre, de la construction autour de rencontres.
- 53 Aujourd'hui, la question des infrastructures, des usages et des services nécessitent de nouvelles méthodes de travail. Accès public accompagné, service public ouvert, réseaux sur les territoires, écrit public accompagné²³ sont les différentes facettes d'une politique des réseaux qui marie une nécessaire régulation, un apprentissage de la coopération et de la rencontre.

NOTES

1. Voir par exemple le site d'Africanti : <http://www.africanti.org> – qui se propose d'être un observatoire de l'insertion et de l'impact des technologies de l'information et de la communication en Afrique.
2. Ce qui est appelé « internet à haut débit » par les opérateurs n'est qu'un accès permanent et rapide. Le haut débit, permettant de recevoir en direct de l'image animée, de suivre une visioconférence, de téléphoner, de se former à distance reste encore à venir en France.
3. L'ADSL est une technologie de distribution qui permet à l'utilisateur un accès fluide à internet indépendant de la durée de connexion, qui se superpose à l'usage ordinaire de la ligne téléphonique. Le coût des équipements sur le réseau de concentration et des contraintes de modulation limite jusqu'ici sa disponibilité aux villes.
4. Cf. par exemple la déclaration commune de l'AVICAM et de l'association des Maires des Grandes villes de France à Multimédiavilles en novembre 2002.
5. Chaque année les textes réglementaires élargissent petit à petit le champ d'intervention des collectivités après des arbitrages complexes où le contrôle des collectivités, les intérêts des opérateurs limitent les avancées proposées.
6. Voir aussi le site de présentation du syndicat mixte : <http://www.megalis.org>.
7. En reprenant l'expression popularisée par la FING (Fondation Internet Nouvelle Génération), voir notamment l'ouvrage : « Hauts débits » dirigé par Daniel Kaplan et paru aux éditions L.G.D.J. et les articles et présentations en ligne sur le site de la Fing : <http://www.fing.org>.
8. Les réseaux à très haut débit transportent des données à plusieurs gigabits par seconde et des réseaux au téra-bit seront bientôt opérationnels permettant le transport de l'équivalent de 500 000 chaînes de télévision en simultané.
9. Enseignement supérieur et recherche, Santé, Services aux citoyens, Enseignement secondaire public ou privé, Formation continue et/ou à distance, Culture, Secteur du tourisme, et les Chambres de Commerce et de l'Industrie.
10. Dès la deuxième année, les débits maxima envisagés au bout des 5 ans ont été demandés par une université témoignant d'un réel besoin.
11. L'expérimentation satellite qui concerne 16 sites sur les 21 pays de Bretagne a reçu 7 demandes pour le seul pays de Brest où fonctionne un groupe de travail sur les technologies de l'information et de la communication en lien avec Mégalis.
12. Le site de co-publication de la commission usages essaie de renforcer cette dynamique coopérative : <http://www.megalis-usages.org>.
13. Un autre enjeu sera dès le vote de la loi, la prise en compte des entreprises, voire des particuliers dans les zones non desservies en accès fluide.
14. Le réseau des cybercommunes est un dispositif de plus de 300 lieux d'accès public accompagné mis en place à l'initiative du Conseil Régional de Bretagne : <http://www.cybercommune-bretagne.tm.fr/communic.php> – Les Papis : <http://www.mairie-brest.fr/cnt/papi.htm> sont un dispositif de lieux d'accès de proximité accompagnés propre à la ville de Brest qui introduit les usages de l'internet dans les lieux ordinaires d'accueil du public (voir aussi chapitre suivant).
15. Présentation du projet : http://www.infini.fr/~cnt/article.php?id_article=123.
16. Dans le cadre du second appel d'offres Mégalis, trois expérimentations avec le satellite sont en cours depuis le mois d'avril sur le pays de Brest.

17. « The Cathedral and the Bazaar » : <http://www.tuxedo.org/~esr/writings/cathedral-bazaar> – « La Cathédrale et le Bazar », Traduction de Sébastien Blondeel : http://www.linux-france.org/article/these/cathedrale-bazar/cathedrale-bazar_monoblock.html.
18. Le document « La coopération, de nouvelles approches » est publié en ligne sur le site : <http://jmichelcornu.free.fr/cooperation/index.html>.
19. Parmi ces outils, le logiciel libre « Spip » pour Système de Publication sur Internet est le plus utilisé ici : <http://www.uzine.net>. Ces outils masquent pour l'utilisateur les technologies (langage d'écriture pour le web et bases de données). Des mécanismes informatiques permettent un affichage au fil du temps des écrits et leur mise en réseau (un article peut être automatiquement republié ou indexé sur un site « syndiqué »).
20. Voir les réalisations des trotterious, jeunes web reporters des lycées, <http://trotteurs.ac-rennes.fr/index.php>, le réseau d'animation scolaire du collège de Kéranroux : <http://rasi.ago.fr/>, le portail des associations réalisé par l'association « infini » <http://portail.infini.fr/> ou le théâtre de la rue du Fourneau : <http://www.lefourneau.com>
21. Un article essaie de tenir à jour cette ronde : http://www.a-brest.net/article.php?id_article=5.
22. La très grande majorité des budgets des contrats de plan État-Région concernant aujourd'hui des bâtiments ou des transports, société de l'information et développement humain sont très loin derrière.
23. La ronde des sites participatifs au pays de Brest : http://www.a-brest.infini.fr/article.php?id_article=5 – Une contribution sur l'écrit public accompagné : http://www.i3c-asso.org/article.php3?id_article=369 – Un travail sur participations et TIC à l'OTV : <http://www.telecomville-debat.org/vie-dans-la-cite/index.php3>.

RÉSUMÉS

En une génération, les technologies du numérique, reliant industries, produits et services de l'informatique, des télécommunications et des contenus audio-visuels se sont diffusées dans l'ensemble des domaines de la vie sociale, économique et culturelle.

Dans un contexte d'ouverture à la concurrence, le désengagement de l'état et l'absence de compétence des collectivités locales créent un vide dans les schémas de service. Manquant d'expérience, baignant dans une culture du fonctionnement hiérarchique et cloisonné, les collectivités ont du mal à percevoir et accompagner des dynamiques du « premier kilomètre » dans les territoires.

L'auteur, impliqué dans les politiques locales de diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC), prend l'exemple du syndicat mixte Mégalis en Bretagne et de l'ébauche d'un schéma de développement des TIC sur le pays de Brest pour témoigner des enjeux et des difficultés d'un aménagement pensé des territoires. L'accès public, puis l'écrit public accompagné permettront d'évoquer la question des méthodologies de développement et notamment l'apport de pratiques coopératives ouvertes qui accompagnent les réseaux d'échange de l'internet.

Within a single generation, digital technologies linking IT industries, products, and services, as well as telecommunications and audiovisual technologies have spread across all the areas of social, economic, and cultural life. In a context of increased competition, the fact that the state is less and less committed and the lack of skills among local authorities are causing gaps in the

provision of services. As they lack experience and are used to hierarchical and partitioned functioning modes, local authorities find it hard to perceive and go along with “first-step” dynamics in various local areas. Being involved in local policies aiming to disseminate information and communication technologies (ICT), the author takes the example of the Mégalis association in Brittany and of an attempt to set up a development scheme for ICTs in the Brest area in order to testify to the challenges and difficulties involved in planning for carefully thought-out local development. Public access and then monitored public writings make it possible to address the issue of development technologies, among them the question of what is brought about by the openly cooperative practices that accompany exchange networks on the Internet.

INDEX

Mots-clés : TIC, aménagement du territoire, réseau informatique, société de l'information, développement territorial, usages, collectivités territoriales, logiciel libre

Keywords : ICT, country planning, computer network, information society, local development, uses, local authorities, open-source software

AUTEUR

MICHEL BRIAND

Adjoint au maire de Brest directeur d'études ENST – Bretagne

Michel Briand est élu local (adjoint au Maire de Brest) en charge de la citoyenneté, de la démocratie locale et des nouvelles technologies, l'auteur allie une implication dans les politiques locales à l'échelle de la ville, du pays et de la région (vice-président du syndicat mixte Mégalis), un travail professionnel dans le secteur (Directeur adjoint de la formation à l'ENST Bretagne) et un rôle d'animateur de réseaux dans le champ de l'appropriation sociale des technologies de l'information.